35(83(4)075:37

NEDERLANDSE VERTEGENWOORDIGING
IN DE ECONOMISCHE COMMISSIE TER
PARIJSE STUDIECONFERENTIE

E.C. 17

Parijs, 24 Februari 1954.

(Dit is een persoonlijke notitie van Mr J. Linthorst Homan)

I. In zijn zitting van 22 Februari heeft het Comité de Direction zonder discussies het tweede Interim Rapport der Economische Commissie voor kennisgeving aangenomen, zodat de Heer van Starkenborgh als Voorzitter kon constateren, dat de Commissie haar werk conform par. 4 van dat Rapport (CCP/CE/Doc.26) kan voortzetten.

II. In zijn zitting van 23 Februari heeft het Comité de Direction aan de Groupe de Travail der Assemblée ad hoc gelegenheid gegeven te antwoorden op tevoren schriftelijk geformuleerde vragen (CCP/CD/Doc.3). Op economisch gebied waren dat de volgende vragen:

"PROBLEMES ECONOMIQUES"

9. Quelles sont les précisions susceptibles d'être données concernant la proposition de coordonner la politique financière, monétaire et de crédit des Etats membres (art. 82, par. 2) ?

Par quels moyens cette coordination pourrait-elle être réalisée?

10. Quelles sont les précisions susceptibles d'être données quant à la proposition tendant à supprimer les mesures ou pratiques faussant la concurrence (art. 82, par. 1) ?

N'y a-t-il pas lieu, en particulier, d'envisager le problème de la lutte contre la concurrence déloyale ?

11. Quelles ont été les idées relatives aux rapport entre les Etats membres et les Etats tiers en matière de politique douanière et commerciale ?

De Groupe de Travail legde nu twee documenten over :

1) AA/CC/GT (5) 60, een "Mémorandum sur certains aspects essentiels du projet de Communauté politique européenne";

2) AA/CC/GT (5) 61, een "Mémorandum" met de schriftelijke antwoorden op de schriftelijke vragen van CCP/CD/Doc. 3.

Hier kan worden volstaan met de opneming der economische passage uit het eerstgenoemde Memorandum, en der antwoorden op de economische vragen 9, 10 en 11 uit het laatstgenoemde Memorandum.

De eerstgenoemde passage luidt:

" En ce qui concerne les attributions économiques de la Communauté, la résolution de Luxembourg lie la constitution d'une Communauté politique à l'établissement de bases communes de développement économique et à une fusion des intérêts essentiels des Etats membres".

L'Assemblée a expressément estimé qu'une formule ne donnant à la Communauté qu'un simple droit de coordination et de proposition en matière économique ne serait pas en accord avec cette disposition de la résolution de Luxemburg.

© Collectie Griffiths (Universiteit Leiden) inv.nr. None
http://resources.huygens.knaw.nl/europeseintegratie/doc/G01469

De antwoorden op de vragen uit Memorandum, Doc. 61, luiden als volgt:

"PROBLEMES ECONOMIQUES"

Remarque générale

Le Groupe de travail doit présenter l'observation générale suivante, valable pour les trois questions 9, 10 et 11 :

L'opinion maintes fois réaffirmée de l'Assemblée a été que le Traité devait garder en toutes ses dispositions le caractère d'un texte constitutionnel, se bornant à régler la structure des institutions, leurs rapports et la répartition des pouvoirs entre elles, ainsi que l'étendue des attributions de la Communauté - et que, par suite, il n'y avait pas lieu de l'encombrer par d'excessives précisions sur les modalités d'application pratique des principes posés, modalités qu'il appartiendrait aux institutions de la Communauté de déterminer en temps voulu, en conformité des règles arrêtées pour leur fonctionnement.

Cette conception est particulièrement justifiée dans l'examen des attributions économiques de la Communauté. Il semble assez vain de vouloir poser, dans un Traité conclu pour une durée extrêmement longue, sinon indéfinie, des règles strictes dans une matière mouvante, et alors qu'il est impossible de prévoir quelle sera la conjoncture économique, même dans un avenir relativement proche.

Le Groupe de travail a conscience que cette méthode s'écarte sensiblement de celle adoptée pour la rédaction des Traités C.E.C.A. et C.E.D. Il estime toutefois que l'expérience acquise grâce à ces précédents rend fort souhaitable que la Commission s'inspire dans la mise au point du Traité de principes analogues à ceux suivis par l'Assemblée, et que, après avoir fixé le cadre consitutionnel de leur activité, elle accepte de faire confiance aux institutions de la Communauté, en leur laissant la liberté d'adapter leurs décisions aux exigences de la réalité quotidienne.

9. Quelles sont les précisions susceptibles d'être données concernant la proposition de coordonner la politique financière, monétaire et de crédit des Etats membres (art. 82, par. 2) ?

Par quels moyens cette coordination pourrait-elle être réalisée?

Le Groupe de travail se réfère aux observations générales formulées ci-dessus. Il estime qu'il n'appartenait pas à l'Assemblée d'arrêter les moyens par lesquels serait réalisée la coordination des politiques financière, monétaire et de crédit des Etats membres. Il n'existe visiblement pas de méthode universelle, dont l'application puisse être prescrite pour toute la durée de validité du Traité.

Un large accord a pu se faire dans l'Assemblée sur le fait que le marché commun ne se réaliserait pas sans une coordination poussée dans les autres domaines de l'activité économique. Les modalités d'application de ce principe ne peuvent être arrêtées qu'un fonction d'une situation donnée et doivent toujours pouvoir être aménagées pour répondre aux besoins de la situations.

C'est précisément l'avantage d'institutions supranationales de disposer des pouvoirs et de la liberté d'action nécessaires pour décider des mesures propres à la réalisation des objectifs généraux fixés par le Traité, et pour les adapter à l'evolution de la conjoncture. C'est à l'Exécutif, au Parlement, tout particulièrement à la Chambre des Peuples, au Conseil de Ministres nationaux qu'il appartiendra de définier la politique économique suivant laquelle sera appliqué le principe posé à l'article 82, par. 2, en fonction de l'orientation politique qui résultera du choix des électeurs et en conformité de règles constitutionnelles telles que celles proposées à l'article 84. Le Groupe de travail se croit fondé à estimer que la Commission n'aurait que peu d'intérêt à s'engager dans la voie que semble indiquer la question 9.

10. Quelles sont les précisions susceptibles d'être données quant à la proposition tendant à supprimer les mesures ou pratiques faussant la concurrence (art. 82, par. 1) ?

N'y a-t-il pas lieu, en particulier, d'envisager le problème de la lutte contre la concurrence déloyale?

Le Groupe de travail se réfère à nouveau aux observations générales présentées ci-dessus. Il considère que la directive générale fournie par le renvoi aux articles 3, par (b), 4, par.(b) et (d), et 5 C.E.C.A. constitue une indication suffisante pour orienter les décisions ultérieures des institutions compétentes de la Communauté. Celles-ci bénéficieront en outre, lorsqu'elles seront mises en place, de l'expérience acquise par la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, qui développe actuellement son action en ce domaine.

11. Quelles ont été les idées relatives aux rapports entre les Etats membres et les Etats tiers en matière de politique douanière et commerciale ?

Le Groupe de travail se réfère à nouveau aux observations générales présentées ci-dessus. L'Assemblée a défini la ligne générale de la politique à suivre par la Communauté en faisant référence à l'article 3 CECA qui prévoit notamment, que la Communauté doit "promouvoir le développement des échanges internationaux et veiller, au respects de limites équitables dans les prix pratiqués sur les marchés extérieurs". L'Assemblée a ainsi considéré que l'établissement d'un marché commun n'implique en aucune manière une politique d'autarcie. Les Etats membres devront en particulier continuer à coopérer au sein de l'OECE et de l'Union européenne des paiements.

L'établissement du marché commun devra également amener les pays membres à coordonner leur politique économique vis-à-vis des pays tiers, notamment ceux qui appartiennent à la zone dollar. Il seront ainsi conduits progressivement à adopter une politique commerciale et douanière <u>commune</u> vis-à-vis des pays tiers."

Door tijdgebrek kwam het gesprek met de Groupe de Travail in het Comité de Direction op 23 Februari niet aan de aparte behandeling dezer vragen toe. Wel kan worden aangetekend, dat reeds bij zijn toelichting op de antwoorden op de institutionele vragen de Heer Van der Goes van Naters uiteenzette, dat deinstitutionele en de economische vraagstukken ook dáárom zozeer samenhangen, omdat voor de burgers der zes landen het belang der Gemeenschap vooral gelegen is in wat er op economisch gebied gaat gebeuren.

Daarvoor zijn de bevoegdheden van het Uitvoerend Orgaan elementair. Doch deze bevoegdheden zouden worden belemmerd, wanneer er zouden zijn:

1- directe "directives" door de Conseil de Ministres nationaux;
2- indirecte "directives" door de nu voorgestelde Chambre Haute.

In dit verband werd uit de kring van het Comité de Direction gevraagd of naar de mening van de Groupe de Travail een Chambre Haute van een samenstelling als nu in Parijs door de Franse en Duitse delegaties is geopperd, absoluut onverenigbaar zou zijn met de Straatsburgse gedachten. Ik meen in dit economisch overzicht niet verder op de daarover gehouden discussie te mogen ingaan, doch moet ter voorkoming van misverstand wel zeggen, dat de woordvoerders van de Groupe de Travail wel uitdrukkelijk erop wezen, dat in hun gedachtengang het Uitvoerend Orgaan twee elementen omvat: de Conseil exécutif européen en de Conseil de Ministres nationaux. De Conseil de Ministres nationaux heeft dus een dubbele rol.

Verdere opmerkingen met (ook) economische strekking werden in de bijeenkomst van 23 Februari niet gemaakt.

III. In zijn zitting van 24 Februari heeft het Comité de Direction een gesprek gehouden met vertegenwoordigers van de Raadgevende Vergadering van de Raad van Europa. Ook van dit gesprek waarvoor geen documenten waren gereedgemaakt, passeer ik hier de politieke punten. Slechts moge ik opmerken, dat de vertegenwoordigers der "15" er grote nadruk op legden, dat de samenwerking der "6" zó zal moeten zijn, dat de nieuwe Gemeenschap een kern zal kunnen worden, waaromheen steeds méér landen zich zullen kunnen verenigen; zij prezen met grote lof de politieke opzet van het ontwerp-Statuut van de Assemblée ad hoc.

Op de basis van de uiteenzetting van Minister van Zeeland op 12 December 1953, namens de Raad van Ministers te Straatsburg gegeven, bespraken de vertegenwoordigers de hoofdlijnen van de economische vraagstukken. Zij wezen erop, dat in elk stadium van de ontwikkeling van de gemeenschappelijke markt en de convertibiliteit, de banden met de andere leden van de Raad van Europa zo open mogelijk moeten blijven, en zij waren verheugd, dat de Heer van Zeeland hen daarin volkomen had gerustgesteld.

De Heer van Starkenborgh wees er als Voorzitter op, dat de studies der Parijse conferentie nog in volle gang zijn. Het ontwerp-statuut van de Assemblée ad hoc is basis-document van deze studies. Wat betreft de vrees dat de nieuwe Gemeenschap een exclusief karakter zou krijgen, die vrees is ook op economisch gebied ongegrond.

De Heer Parodi bevestigde dit uitdrukkelijk, doch voegde eraan toe, dat uiteraard de "zes" onderling wat dichter naar elkaar toe zullen groeien. Over de economische zijde hiervan zeide hij echter niets.

De Heer von Maltzan sloot zich bij de heer Parodi aan, ook zijnerzijds zonder economische opmerkingen.

De Heer Benvenutti eveneens. Hij ging echter wel op het economische probleem in en wees daarbij elk autarkisme af, dat niet alleen voor de "15" maar ook voor de "6" onaanvaardbaar moet zijn.

Tijdens de besprekingen kondigden de "Straatsburgers" een rapport aan over de liaisons tussen de "6" en de "15".

IV. Op 24 Februari heb ik, als voorzitter der Economische Commissie, ./. bijgaande Aide-Mémoire (CCP/CE/Doc.27) aan de in Parijs aanwezige delegaties laten uitreiken. Reeds op 22 Februari had ik een overeenkomstige lijst van vraagpunten in het Nederlands aan de Nederlandse vertegenwoordigers gezonden, opdat zij zich op de in te nemen standpunten zouden kunnen voorbereiden. De Aide-Mémoire is uiteraard niet als voorstel bedoeld, doch als inventaris der punten.

V. Ondanks de in de bespreking gebleken vrij grote verschilpunten tussen de standpunten van de drie Beneluxdelegaties, wil ik met de andere Nederlandse vertegenwoordigers pogen na te gaan of voor het derde hoofdstuk van ons eindrapport de principiële verklaringen van Nederland, België en Luxemburg niet zo kunnen worden opgezet, dat de punten van overeenstemming tussen de drie delegaties op voor alle drie landen identieke wijze worden geredigeerd.

In een zéér persoonlijk gesprek met de Belgische en de Luxemburgse woordvoerders in de Economische Commissie heb ik mij er heden van overtuigd, dat zo een procedure hun zéér welkom zou zijn.